

BILAN DE LA SITUATION AU NIVEAU NATIONAL ET LES TACHES DU PARTI

INTRODUCTION

Ce document de la Commission Politique a pour objectif donner une cohésion idéologique et politique au Parti tout en faisant le point de la stratégie générale dans les circonstances actuelles. Il est remis aux militants pour l'étude et la discussion. Aussi il voudrait encourager le dialogue et le débat dans un esprit large, avec tous ceux qui, fidèles à la cause démocratique de notre peuple, poursuivent conséquemment la lutte contre la dictature et rejettent toute tentative de conciliation avec le tyran.

I.- LE ROLE DETERMINANT DE LA LUTTE DE MASSES AU SEUIL DE LA NOUVELLE PERIODE DE DE LUTTE CONTRE LE REGIME

L'impétueux mouvement de masses manifesté ouvertement pendant les deux dernières années, notamment à travers les Journées de Protesta Nacional, peut être sans doute caractérisé comme le facteur fondamental qui déclina le profond tournant enregistré dans la situation politique. Jusqu'à présent le peuple, frappé brutalement par la sur-exploitation, constituait un acteur partiellement actif, bien que décisif en puissance, mais non déterminant pour les changements au niveau national. Le grand mérite de l'Appel lancé par la Confédération des Travailleurs du Cuivre à protester fut d'unir les mécontentements et mobilisations sectorielles dispersées en une action commune, générale et d'impacte effectif au niveau national. De la sorte, grâce à l'action coordonnée du peuple la crise du modèle est devenue crise politique.

La croissante et puissante flambée de lutte populaire endommagea fortement les plans de perpétuité de Pinochet au pouvoir, en déjouant le "recul politique" et mettant en question "l'institutionnalité" du régime et la légitimité du tyran. Survint alors une nouvelle situation politique caractérisée par l'approfondissement de la lutte de masses et le prolongement de la dictature. Depuis lors ces deux éléments s'affrontent avec force, ce que le Parti a défini comme un équilibre relatif de rapport de forces. Toutefois la dictature a perdu l'initiative du point de vue stratégique. Elle ne travaille plus comme avant pour consolider et affermir sa domination mais par contre elle se débat furieusement dans le seul but d'éviter qu'on la déloge du pouvoir. Par contre le peuple a devancé la longue période de reflux et se bat pour renverser le régime qui n'est plus en mesure de revenir à sa position précédente. Il n'y aura pas de nouveau "modèle" qui lui permette de récupérer la stabilité dont il se vantait et qui à certains moments a été remise en question.

Mais il est important de préciser que le changement enregistré dans le rapport de forces qui change qualitativement la situation politique en faveur du peuple, ne représente pas une modification dans la contradiction principale entre la dictature et la démocratie. Ce qui arrive est que des conditions incomparablement plus favorables se créent pour résoudre cette contradiction de façon positive, en faveur du peuple.

Le régime a joué exclusivement ses cartes pour sa survie. Les affirmations répétées du tyran qu'il s'agrippera au pouvoir "coûte que coûte" confirment rigoureusement cette appréciation.

L'état de siège prolongé jusqu'au mois de mai, durement répressif envers les organisations sociales et politiques les plus combatives, vise à étouffer le mouvement de masses et anéantir la presse libre et d'opposition, ce qui confirme la froide décision de parvenir au dit objectif politique.

La lutte de masses a occupé une place remarquable dans la situation au niveau national. Le futur de notre lutte est en fonction de l'élévation du niveau de conscience politique et de la force organique et matérielle de la lutte de masses pour devenir capable d'affronter avec succès la répression, paralyser le pays et le rendre ingouvernable.

Entre temps, le développement des événements restera probablement de durs et âpres combats entre le mouvement de masses, qui représente le besoin historique de profonds changements démocratiques-révolutionnaires et la dictature qui représente les intérêts du noyau militaire financier qui résistent contre les premiers.

L'exigence et la satisfaction à tous les niveaux d'une direction politique accorde avec les progrès de la lutte de masses, joue à présent un rôle décisif. Plus que jamais la devise leniniste que nul pouvoir réactionnaire tombera tout seul "s'il n'est pas renversé" doit pénétrer profondément au sein des forces de gauche, de leur volonté et leur résolution politique et de lutte. Nous devons insister jusqu'à satiété que le renversement de la dictature ne sera pas spontané et que tout mépris à l'égard de sa capacité de réponse peut comporter de graves conséquences pour la cause démocratique.

II.- LES GRANDES OPTIONS EN JEU

Ayant encadré la lutte politique dans la contradictions principale entre le peuple et la dictature, elle aura tendance à se développer et se résoudre en fonction de celui qui lui accorde la plus grande force globale.

L'écroulement du modèle de restauration capitaliste appliqué par les Chicago Boys, soutenu par l'épaullement inconditionnel du haut commandement des Forces Armées a déclenché une crise aux graves conséquences pour le système de domination dans son ensemble, qui touche et interrompt le projet réactionnaire institutionnel de la dictature. Soulignons que le fait d'avoir brisé le recul politique renversa la prétention du régime d'empêcher l'action politique propre et indépendante des forces populaires et ne tolérer que celles qui servent à ses propos.

Le prolongement de la crise politique et son approfondissement progressif prouve que le projet de restauration capitaliste autour duquel s'est façonné et donné cohésion le bloc dominant se trouve désarticulé et que la dictature à court ou mi terme ne peut le remplacer par un autre modèle plus viable. La crise économique est d'une telle portée et le régime se trouve à tel point engagé dès son origine et développement, qu'il n'est pas en mesure d'entreprendre un autre chemin que celui qui suit l'orientation des échecs des Chicago boys. Le dernier remaniement ministériel et la ré-affectation de ces derniers dans le Ministère des Finances -Hernan Buchi est un renommé technocrate monnétariste- le prouve, si besoin est. La paranthèse de moins d'une année de la gestion économique entre les mains d'une équipe "pragmatique" n'a donné d'autres résultats que l'accouplement et l'adaptation du capital financier à la situation de crise et donc, n'a favorisé que la formation et surgissement de nouveaux "groupes" économiques aussi insatiables ou davantage que les précédents.

Aussi, les changements introduits par Pinochet contribuent à rendre plus claire l'orientation immédiate de la politique économique: il s'agit d'un nouveau "réglage de récession" qui représente concrètement une accentuation de la sur-exploitation des masses, faisant retomber sur elles tout le poids et le coût de la crise déchaînée par l'avidité inépuisable du capital financier. Pour ce faire le régime accentuera les méthodes répressives dans le but d'obliger le peuple à supporter une plus grande misère.

Cela vient confirmé par le prolongement de l'Etat de Siège, ce qui représente que l' "Etat d'exception" est devenue la forme permanente que prend l'appareil de l'Etat sous le régime actuel. La droite civile a aussi dévoilé sa position pseudo-démocratique en justifiant honteusement l'Etat de siège, rémémorant les tristes jours qui ont précédé le coup d'Etat en 1973, alors que la droite réactionnaire fut un agent politique fondamental pour la destruction de la démocratie et des libertés. C'est pourquoi les socialistes proclamons que ni l'actuel régime, ni la droite civile, ne sont ni ne seront une alternative démocratique pour tirer le Chili de la crise qui l'accable. C'est pourquoi, toute formule de transition, conciliation ou négociation avec la dictature est une solution qui ne porte d'aide qu'aux plans de perpétuité de Pinochet et ceux qui le soutiennent.

Les pressions fébriles du Département d'Etat US, visant à encourager une transaction entre le régime et les éléments les plus droitiers des forces de centre, ce qui rappelle au peuple chilien le caractère retardataire et antipopulaire de l'intromission impérialiste dans nos affaires internes; et dévoile aussi l'inquiétude éprouvée par les yankees vis les progrès des forces démocratiques révolutionnaires.

Donc toute stratégie de l'ennemi (qu'il soit en uniforme ou en civil) essaye de retarder et neutraliser les effets politiques de la crise, afin que ce régime tienne jusqu'en 1989, plaçant la lutte populaire sous la planche de fer qu'est la Constitution de 1980. Leurs lignes tactiques immédiate essayent d'obliger les mouvement de masses et les Partis populaires à reculer par la récrudescence de la répression; et entraîner le secteur les plus inconséquent de centre à un accord s'insérant dans l'institutionnalité dictatoriale endommagée.

Le retrait de Jarpa du cabinet et la montée au Ministère de l'Intérieur d'un personnage insignifiant, prouvent l'épuisement et l'échec définitif de la fausse ouverture politique instrumentalisée par le régime, dans le seul but de gagner du temps et de l'espace, et ratifier que le sommet dictatorial prétend rester au pouvoir et gouverner sans partager la moindre parcelle du pouvoir.

Tout ce tableau critique de contradictions ouvertes et surmoises et de querelles sans solution définitive encore, accentuent le caractère militaire de la dictature et le contrôle étatique des forces armées sur l'appareil de l'Etat. Leur idéologie réactionnaire, profondément identifiée avec les intérêts de l'impérialisme US, et la peur viscérale qu'ils éprouvent à l'égard du peuple et vis à vis d'un éventuel gouvernement progressiste, font que leur réponse ne soit autre que la répression de plus en plus forte. Voilà l'option sur laquelle a misé la dictature. Renverser cette option est la mission de la lutte de masses et du combat permanent et de longue haleine, sous toutes ses formes, pour parvenir à l'objectif de déloger du pouvoir le régime pinochetiste.

Dans ce cadre, ont surgi, se sont configuré et s'épanouissent aujourd'hui les deux grandes options historiques face à la dictature, options qui coexistent et collaborent entre-elles, mais aussi qui se disputent avec acharnement l'hégémonie de la lutte contre le régime. Il y a d'une part l'alternative de centre

à caractère démocratique bourgeois, et d'autre part l'alternative populaire; à caractère démocratique révolutionnaire. Il s'agit aussi de phénomènes objectifs conséquence de la composition sociale des forces qui travaillent pour le rétablissement de la démocratie dont les perspectives historiques sont différentes. La perspective démocratique-bourgeoise veut réorganiser un système politique à caractère démocratique sur la base d'une société capitaliste, où dans son essence c'est la domination bourgeoise qui prévaut. La perspective démocratique -révolutionnaire veut réorganiser un pouvoir étatique à caractère nouveau, dont l'axe central et le moteur est le peuple organisé, qui développe la démocratie jusqu'à ses dernières conséquences et qui est capable en même temps de défendre et veiller à sauvegarder ce nouveau pouvoir.

III.- LES EXIGENCES FONDAMENTALES DU MOMENT

1.- Que le mouvement de masses reprenne la place de facteur prépondérant de la situation politique

Celui-ci est le besoin le plus urgent qui surgit de l'essence même de notre conception de la lutte contre la dictature. La lutte de masses a été le facteur fondamental du changement dans la situation nationale. Comme nous l'avons signalé son ampleur et sa puissance vont décider l'avenir du processus démocratique pour empêcher et déjouer toute manœuvre de réchange réactionnaire.

La conjoncture présente le défi de faire échouer l'état de siège, et que le mouvement de masses parvienne à resurgir sur la scène politique avec des niveaux de conscience, ampleur et efficacité supérieurs à ceux de la phase précédente.

Il est urgent de reprendre avec plus de dévouement et de travail systématique la tâche politique visant à stimuler la lutte revendicative et les demandes socio-économiques les plus ressenties. Cet effort doit se centrer, spécialement pour élever l'organisation et la conscience des masses ouvrières, dont l'incorporation à la lutte active n'est pas suffisante. Pour ce faire il faut redoubler notre travail sur le front syndical.

La direction politique n'est pas d'encourager la lutte dans les secteurs les plus combattifs du mouvement, mais par contre une partie importante et décisive de sa tâche est de parvenir à ce que les secteurs les plus arriérés rejoignent le combat. Dans la conjoncture actuelle il est vital de compter avec la mobilisation agissante de plupart de la classe ouvrière. Les perspectives d'un Arrêt National au-delà du contrôle territorial des zones urbaines protagonisé par les masses les plus combattives et dans la perspective d'une grève générale indéfinie qui arrête la production et les services et rende possible une révolte des masses, doit compter nécessairement avec le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Cette participation est la garantie pour l'aboutissement réel et effectif des objectifs marqués.

Il est aussi très important d'accorder l'attention aux demandes formulées par les secteurs moyens. Tout en sachant que l'instabilité de leur état d'esprit et les vacillations à l'égard de la lutte politique sont propres à leur condition sociale, ces secteurs sont aussi durement frappés par la politique économique et ont donné une contribution très importante pour l'élan combatif du peuple.

Toutefois la tâche centrale d'encourager une nouvelle offensive du mouvement populaire doit être affrontée avec la ferme résolution d'élever à un niveau qualitativement supérieur l'organisation des masses. L'étincelle de son es-

prit combatif ne suffit pas, tout comme l'agitation et la propagande ne sont pas non plus suffisantes, il faut que surgisse du sein même du peuple un genre d'organisation qualitativement nouvelle, puissante, pleine d'élan, de fermeté et flexible, adaptée aux circonstances de la clandestinité, où l'on dépose et où repose de façon croissante la direction des luttes du peuple. Bref il s'agit d'une organisation à caractère nouveau qui devienne un vrai et effectif pouvoir populaire. Non pas un faux pouvoir charlatan, aux beaux mots, grotesque semblable à celui qui malheureusement essaya de se nommer "pouvoir populaire" du temps du Gouvernement de Salvador Allende.

A notre avis celui-ci est le chemin correcte pour résoudre les différences qui existent entre la grande gravitation politique de la lutte de masses et la traduction insuffisante de cette influence au niveau matériel, organisationnel, physique qui soit petit à petit une espèce de générateur capable d'accumuler l'énergie et la force du peuple. Les Comités d'Autodéfense représentent une initiative de grande valeur dans la direction que nous venons de signaler, tout comme les Coordinatrices de Zone d'organisations populaires et les Tables de Concertation sociale.

Toutefois ces expériences ponctuelles sont insuffisantes et lamentable^{ment} elles sont partiellement touchées d'un "partidisme" étroit et miope. Rejeter ces sectarismes est fondamental pour mûrir les expériences d'une vraie représentativité, qui soit décisive pour que les masses les fassent siennes, acceptant, obéissant et appliquant leurs orientations. Si ces instances à représentativité vrai et constructive manquent, la perspective de créer des expressions ponctuelles de pouvoir populaire -dont les effets dans la politique nationale seraient énormes- mais qui n'iront pas au-delà d'être des bonnes intentions.

Bref, revenant à la tactique du moment il s'agit de renverser l'état de siège par l'action des masses. Cet objectif atteint automatiquement on mettra en question la force et la stabilité du régime.

Concrètement cela représente créer les conditions pour une nouvelle Protesta Nacional dans le courant du mois de mars, où doivent s'unir les plateformes partielles à la plateforme nationale pour le rétablissement de la démocratie, qui doit comprendre les demandes revendicatives et les demandes politiques. Les forces démocratiques-révolutionnaires doivent être capables d'encourager le mécontentement et l'action des différents secteurs sociaux touchés par la politique de la dictature. Il s'agit, au fond, d'une tâche de réarticulation à l'échelle nationale du mouvement social qui a réussi à coincer très fort la dictature. C'est une tâche pour regrouper une force vaste et large orientée vers un nouveau Paro Nacional qui mette en question le pouvoir dictatorial, surmontant aussi bien en puissance qu'au niveau des effets celui d'octobre dernier.

Il s'agit, depuis une plus large perspective, de préserver et approfondir une stratégie d'accumulation active de forces, développant la lutte de masses jusqu'à ce que le pays soit ingouvernable par le régime. Une fois cette conjoncture politique atteinte, la possibilité s'ouvre pour les forces d'opposition d'entreprendre une offensive soutenue, où ses forces d'opposition pourront au fur et à mesure s'engager dans la bataille décisive.

La dictature militaire possède la capacité d'employer la force dont elle dispose supérieure à celle du mouvement d'opposition et populaire. Il n'est pas possible de prendre d'assaut ses positions "à froid" à la façon conventionnelle. A ce niveau il y aura toujours un combat inégal, où l'ennemi sera toujours en mesure de réunir des forces considérablement supérieures. Il s'agit précisément d'annuler cette capacité de concentration et emploi de ses forces. Pour ce faire, une fois encore, l'acteur principal sont les masses et leur révolte, leur insur-

gence, leur activité incessante. En résumé, la réacomodation du mouvement de masses n'est autre chose que leur préparation idéologique et spirituelle, organisationnelle et combative pour affronter et renverser la répression par l'application de toutes les formes et méthodes de lutte.

2.- Développer une politique active, d'unité et de lutte à l'égard des forces de centre

Dans le contexte de l'actuelle situation nationale ce qui est arrivé au début de la période de la lutte de masses concertée au niveau national est bouleversé, car à l'époque depuis le centre on exerçait une forte attraction sur les secteurs de gauche, ce qui eut des influences, comme nous savons bien, au sein même de notre Parti, attirant un secteur socialiste aux côtés du centrisme. Aujourd'hui le blocage de la politique de négociation avec la dictature touche fortement l'Alliance Démocratique, conglomérat qui représente le centrisme. La situation actuelle a été au fait l'une des conjonctures les plus critiques pour le centre, ce qui a accentué ses différences internes. D'où que dans la nouvelle situation le mouvement populaire soit celui qui a de l'influence au sein de ces forces hétérogènes. Cela devint particulièrement notoire les jours qui ont précédé le Paro Nacional d'Octobre, où il y a eu l'unité d'action entre les forces de gauche et la base populaire de l'Alliance Démocratique -AD-. C'est alors que s'est forgé une vraie identité dans l'action contre la dictature, qui recouvre encore plus de valeur du fait que les efforts déployés par la direction de centre pour éviter l'appel au Paro et la concertation des bases ouvrières, d'étudiants et populaires des deux alternatives politiques, furent publics.

Toutefois l'unité atteinte n'est pas suffisante et doit nécessairement se consolider et s'élargir. Cela est vital dû au fait qu'elle engage l'unité même du mouvement social anti-dictatorial. En aucun cas la banqueroute de la politique officielle de la AD doit provoquer le mépris du travail à faire envers ces secteurs, un travail qui doit être constant et systématique. C'est l'occasion pour intensifier notre ligne d'unité et de lutte, travaillant à tous les niveaux, à la base et au sommet, pour le Grand Accord Démocratique National, car les bases existent pour regrouper, cohésionner et projeter l'action commune de tous ceux qui rejettent la négociation avec Pinochet. Cette ligne qui est la vraie pour faire le clivage des positions existant au sein de l'opposition démocratique est en train de créer les conditions pour réouvrir les perspectives d'accord politique, au-delà de ce qui a été atteint jusqu'à aujourd'hui.

Dans le but de clarifier cette ligne d'unité et de lutte, la Commission Politique présente les critères suivants de façon ordonnée:

- a) En tant que Socialistes et en tant que Gauche nous devons travailler de façon agissante pour l'unité d'action avec l'opposition de centre et pousser cette unité jusqu'à la limite du possible; c'est à dire jusqu'au point où les inconvénients propres du centrisme la fassent reculer ou s'abstenir.

Pour ce qui nous concerne nous sommes disposés à pousser l'unité d'action pour tout ce qui représente renforcer et élever la lutte de masses et accumuler des forces dans la perspective d'éradiquer le fascisme.

- b) Dans ce rapport d'unité et de lutte nous n'abandonons pas notre conduite indépendante. Comme il a été prouvé, rien ne sert d'accomplir nos propos démocratiques -révolutionnaires, diluer notre personnalité et nous lier les mains au large fléau des forces démocratiques en général, comme soutenaient certains socialistes quand ils ont rejoint la AD.

Le Parti et le Mouvement Populaire doivent garder leur condition de force indépendante, intransigemment démocratique; ce n'est qu'ainsi qu'ils seront en conditions de contrecarrer les vacillations du centre, orienter le mouvement de masses et concerter toutes les forces contre l'ennemi principal.

c) Néanmoins il faut passer de l'annoncé théorique à l'application pratique de cette ligne. Dans ce sens nous devons être très auto-critiques étant donné qu'à certains niveaux des fronts et structures régionales, le Parti développe une tâche insuffisante, pour la plupart des cas, au niveau de la concrétisation de cette ligne politique. "Dénider" le Parti, rompre avec ce cercle vicieux où tombe souvent notre travail, tournant autour de nous mêmes ou des gens de gauche les plus proches au sein de la gauche, implique en grande mesure se dévouer pour savoir gagner et conduire ces secteurs centristes. Dans les villes notamment, les possibilités sont énormes, étant donné l'identité commune qui provient de la propre lutte. Les fronts de masses doivent aussi assumer avec énergie cette perspective.

3.- Développer vigoureusement le Parti, le MDP et l'unité de la Gauche, pour augmenter la puissance de combat de l'alternative démocratique-révolutionnaire.

L'élan résolu et le soutien que les forces démocratiques révolutionnaires sous la conduction du MDP ont donné à l'appel lancé pour le Paro Nacional d'Octobre, ont accentué son influence et prestige au sein du mouvement de masses et son poids sur la scène politique nationale. Pendant la période qui va d'août à octobre, on enregistra une activité politique fluide déchainée et renforcée par les dimensions qu'acquiesça la Protesta de début septembre, les forces conséquemment démocratiques ont approfondi, donné une continuité et élargi la lutte de masses. Ce fut un envisagement correcte des problèmes de direction. C'est ainsi qu'on empêcha d'être pris au piège et céder dans la mobilisation de masses en faveur du "dialogue", erreur que le centre était sur le point de commettre à nouveau. Dans tout cela le rôle du MDP fut de premier ordre, parvenant son orientation à être dominante au niveau des forces démocratiques. Toutefois cet élargissement de son poids politique ne correspond pas à un développement semblable au niveau de ses capacités organisationnelles et matérielles, pour qu'à travers sa propre force, action et influence, il parvienne à neutraliser les vacillations du centre et déterminer le cours de la situation politique.

Le Parti et les forces populaires doivent être clairs à ce niveau, la perspective socialiste ne se concrétise pas par la radicalisation de mots d'ordre mais en conquérant l'hégémonie dans la révolution démocratique qui doit renverser Pinochet.

La clef de cet affaire repose sur la conception léniniste, classique pour le mouvement révolutionnaire, qui souligne le besoin de la force dirigeante de la révolution, qui se construit dans la propre lutte. Dans ce processus on doit accomplir une double condition: d'une part placer les masses populaires organisées, mobilisées et conscientes comme axe de la lutte et d'autre part confondre l'avant garde révolutionnaire avec ces masses, démontrant par les faits qu'elle est capable de les conduire et déterminant par sa force le cours de la révolution démocratique.

De nos jours, inévitablement la bourgeoisie étouffe la démocratie à partir du moment où celle-ci touche sa domination classiste. La classe ouvrière, à la tête de tout le peuple, est la force socio-politique capable pour l'éviter, approfondir et donner à la démocratie un contenu socialiste, empêchant qu'elle soit limitée à la sphère politique formelle, et provoquant par contre une démocra

tisation profonde et radicale à tous les niveaux et fonctions de l'Etat et des rapports de propriété qui déterminent en dernier lieu la nature du pouvoir politique.

Actuellement, porte atteinte à ces objectifs, dans le sens négatif, la dispersion des forces de gauche. On doit donc résoudre le problème de leur réacomodation et unité, ce pourquoi les progrès enregistrés par le MDP représentent une base de soutien. Le MDP, qui a le mérite historique de constituer le conducteur le plus avancé et conséquent de la lutte de notre peuple, doit donner la contribution principale pour l'unité de toutes les forces à caractère révolutionnaire et populaire de l'éventail politique.

"Toute unité de gauche est exemplaire" dit Fidel Castro, soulignant l'importance de cette unité. Nous sommes convaincus que la situation nous oblige à déployer les plus grands efforts pour créer une force homogène, combative, unie et dirigeante. Les efforts déployés par notre direction, d'ensemble ou bilatéralement avec le Parti Communiste -PC-, le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire -MIR- et la Gauche Chrétienne -IC- sont une contribution à ce processus.

Cela exige aussi déployer des efforts semblables aux différents niveaux, dans les fronts de masses, de région et les instances de direction. A ce sujet, et pour cette période, il faut rétablir les instances au niveau des provinces pour la direction du MDP fortement touchées par la répression, et établir d'ensemble avec ces forces les initiatives de lutte qui contribuent à remettre le mouvement de masses dans l'offensive.

Aussi et tout comme les exigences énoncées au niveau du mouvement de masses, les forces de gauche doivent intensifier le travail qui leur permette de compter sur une organisation plus solide, efficace, agile et ferme. Rien que le fait d'avoir empêché la répression de les désarticuler constitue un fait d'importance historique. Toutefois, si on se propose d'encourager le soulèvement national des masses pour renverser l'actuel système, cela comporte un défi supérieur à ses capacités organisationnelles actuelles.

Le centre nevralgique se trouve dans la communication entre la direction et la base, entre le parti et les masses. C'est à ce niveau qu'il faut un développement qualitatif vu que les progrès enregistrés sont bien au-dessous de ce qu'exige la situation.

La propagande et l'organisation clandestine, les rapports avec le mouvement social, doivent répondre vite et avec efficacité face aux changements de situation, tout en exigeant un niveau d'unité et de concertation bien plus élevé que celui que l'on a atteint. Avancer dans cette direction est urgent. Au fait c'est là qu'est en jeu la possibilité de créer une vraie direction partagée pour que les luttes de notre peuple parviennent à la victoire.

SOCIALISTES LUTTONS
RESOLUS POUR VAINCRE!
NOUS VAINCRONS !